

Table des matières

1

Le divorce : quoi de neuf depuis 2008 ?

Didier PIRE

maître de conférences à l'U.Lg., avocat

Introduction	8
SECTION 1	
La cause unique de divorce : la désunion irrémédiable	9
A. <i>Article 229, § 1er, du C. civ.</i>	9
B. <i>Article 229, §§ 2 et 3, du C. civ.</i>	11
SECTION 2	
Aspects de droit judiciaire	13
A. <i>Compétence territoriale</i>	13
B. <i>L'acte introductif d'instance</i>	14
C. <i>Immunité de juridiction</i>	15
D. <i>Demandes ampliatives et reconventionnelles</i>	16
E. <i>Introduction de la demande conjointe – Loi du 2 juin 2010</i>	16
F. <i>Homologation des accords intervenus – Loi du 2 juin 2010</i>	17

G. <i>Preuve</i>	18
1. Audition des descendants	18
2. Constat d'adultère	18
3. Enquête	20
4. Preuve littérale	20
H. <i>Audience – Loi du 2 juin 2010 ordonnant le huis clos</i>	21
I. <i>Dépens – Loi du 17 novembre 2009</i>	22
J. <i>Délai de pourvoi en cassation – Loi du 2 juin 2010 modifiant la procédure</i>	23
K. <i>Signification des décisions – Loi du 2 juin 2010</i>	24
SECTION 3	
Mesures provisoires	25
A. <i>Compétence dans le temps</i>	25
1. Début de la procédure en divorce	25
2. Fin de la procédure en divorce	26
B. <i>Saisine du juge des référés</i>	27
C. <i>Secours entre époux</i>	28
D. <i>Occupation gratuite de l'immeuble conjugal</i>	29
E. <i>Mesures quant aux biens</i>	30
F. <i>Délégation de sommes – Loi du 19 mars 2010</i>	31
G. <i>Audition de l'enfant</i>	31
1. Appel des décisions refusant l'audition du mineur	31
2. Pas d'intervention du mineur en matière pénale	32
SECTION 4	
La pension alimentaire après divorce	32
A. <i>Accord des parties</i>	32
B. <i>L'exception de faute grave</i>	33
1. Notion	33
2. Causalité entre la faute grave et la rupture – Importance de la chronologie	35
3. Preuve de la désunion irrémédiable égale preuve de faute grave ?	36
4. Action déclaratoire en faute grave ?	37
5. Caractère facultatif de l'exclusion	38
C. <i>Cas particulier de la violence conjugale</i>	38
D. <i>Montant de la pension alimentaire après divorce</i>	39
E. <i>Refus pour état de besoin volontaire</i>	42

F.	<i>Durée de la pension alimentaire</i>	43
1.	Généralités	43
2.	Calcul de la durée de la pension	44
3.	Circonstances exceptionnelles	45
4.	La pension alimentaire est-elle caduque de plein droit ?	46
G.	<i>Exécution provisoire – Loi du 19 mars 2010</i>	46
H.	<i>Accord des parties quant à l'exclusion de la modification de la pension</i>	48
SECTION 5		
	Effets patrimoniaux	49
A.	<i>Effets du divorce quant aux biens</i>	49
B.	<i>Exclusion de certains biens ou dettes</i>	51
C.	<i>Indivision post-communautaire</i>	51
SECTION 6		
	Droit transitoire	52
A.	<i>Procédures en cours</i>	52
B.	<i>Pension alimentaire après divorce</i>	54
1.	Durée de la pension	54
2.	Montant de la pension	56
SECTION 7		
	Divorce par consentement mutuel	57
A.	<i>Généralités</i>	57
B.	<i>Conventions préalables à divorce</i>	58
1.	Validité	58
2.	Contre-lettre – Nullité absolue – Conséquences	58
C.	<i>Relations entre les époux</i>	59
1.	Pension alimentaire entre ex-époux	59
2.	Décès d'une des parties	59
3.	Modification de la pension alimentaire en cas de changement de circonstances	61
a)	<i>Principe de la convention-loi – Abus de droit</i>	61
b)	<i>Loi du 27 avril 2007</i>	62
c)	<i>Loi du 2 juin 2010</i>	63
D.	<i>Convention relative aux enfants</i>	64
1.	Compétence quant à l'exécution forcée en matière d'hébergement d'enfant	64
2.	Changement de circonstances et exécution des conventions quant aux aliments	65

E. <i>Procédure</i>	65
1. Passerelle	65
2. Maintien partiel des effets des conventions en cas d'abandon de la procédure – Loi du 31 octobre 2008	65
3. Huis clos	66
4. Appel	66

2

La loi du 19 mars 2010 visant à promouvoir une objectivation du calcul des contributions alimentaires des père et mère au profit de leurs enfants

Nathalie DANDOY

assistante à l'U.C.L.,

Centre de droit de la personne, de la famille et de son patrimoine (Cefap)

SECTION 1	
Les objectifs du législateur	70
SECTION 2	
Les principaux enjeux des discussions	71
A. <i>L'obligation spéciale de motivation</i>	72
B. <i>La définition des frais extraordinaires</i>	76
1. Une dépense exceptionnelle, nécessaire ou imprévisible	77
2. Des circonstances accidentelles ou inhabituelles	77
3. Une dépense qui dépasse le budget prévisionnel établi pour l'enfant	78
4. Le compte bancaire destiné au paiement de la contribution alimentaire ...	79
SECTION 3	
Les autres modifications apportées au Code civil	81
A. <i>La clarification de l'obligation d'entretien et d'éducation</i>	81
B. <i>L'indexation de la contribution alimentaire</i>	82
C. <i>La modification de la contribution alimentaire</i>	83
D. <i>La délégation de sommes</i>	83
SECTION 4	
Les autres corrections apportées au Code judiciaire	86
A. <i>Compétence territoriale</i>	86
B. <i>L'application du droit commun de la requête contradictoire</i>	87
C. <i>Le principe de l'exécution provisoire de plein droit</i>	87
D. <i>L'obligation d'indiquer les coordonnées du Service des créances alimentaires (Secal)</i>	87

SECTION 5	
La Commission des contributions alimentaires (art. 1322, § 1 ^{er} , C. jud.)	88
SECTION 6	
Les dispositions transitoires	89
SECTION 7	
Conclusions	89

3

Trois ans d'application de la nouvelle loi en matière de filiation

Nathalie MASSAGER
chargée de cours à l'U.L.B., avocate

SECTION 1	
Filiation maternelle	96
SECTION 2	
Filiation paternelle	98
A. Désactivation de la présomption de paternité	98
B. Contestation de la paternité du mari	108
C. Reconnaissance de paternité	127
D. Annulation d'une reconnaissance de paternité	137
E. Recherche de paternité	141
F. Action à fins de subsides	145

4

La mise en œuvre concrète des principes relatifs à l'autorité parentale : focus sur quelques questions pratiques

Jehanne SOSSON
professeur à l'U.C.L. et aux F.U.S.L., avocate
Florence REUSENS
assistante à l'U.C.L., avocate

Introduction	148
SECTION 1	
Les déplacements temporaires de l'enfant	153

SECTION 2

La modification de la résidence de l'enfant	156
A. <i>Modification de la résidence de l'enfant à l'intérieur du territoire belge</i>	156
B. <i>Modification internationale de la résidence de l'enfant</i>	158

SECTION 3

Les documents d'identité de l'enfant, le passeport et son inscription dans les registres de la population	163
A. <i>Les documents d'identité</i>	163
B. <i>Le passeport</i>	169
C. <i>L'inscription au registre de la population ou le domicile dit « administratif »</i>	170

5

**Questions d'actualité
en matière de cohabitation légale**

Nicole GALLUS

maître de conférences à l'U.L.B., avocate

Introduction	176
SECTION 1	
Mariage et cohabitation légale : différence ou discrimination	178
SECTION 2	
La cohabitation « de complaisance »	190

6

**Questions choisies en droit familial social :
les allocations familiales**

Viviane LÈBE-DESSARD

*présidente du tribunal du travail de Liège,
présidente de la section belge de l'Union internationale des magistrats*

CHAPITRE 1

Introduction	198
---------------------------	-----

CHAPITRE 2	
Les allocations familiales ordinaires	
dans un ménage.	
	198
SECTION 1	
Le régime des travailleurs salariés	198
A. <i>L'attributaire</i>	198
1. Un travailleur « actif »	198
2. Un travailleur en état de cessation ou d'absence temporaire ou définitive d'activité	199
3. Certains membres de la famille du travailleur	200
4. Certaines catégories de personnes dispensées de justifier d'une activité	200
B. <i>L'allocataire. Principes et cascade d'allocataires</i>	201
C. <i>Pluralité d'attributaires pour un même bénéficiaire</i>	202
1. Prédominance du régime salarié sur le régime indépendant – Exceptions	202
2. Concours entre attributaires de la même catégorie – La loi	203
3. En résumé	203
D. <i>Le bénéficiaire</i>	204
E. <i>Le contentieux</i>	205
SECTION 2	
Le régime des travailleurs indépendants	205
A. <i>Les principes</i>	205
B. <i>Octroi des allocations familiales</i>	206
1. L'attributaire	206
2. L'allocataire	206
3. L'enfant bénéficiaire	207
SECTION 3	
Les allocations familiales garanties	207
A. <i>Définition</i>	207
B. <i>Conditions d'octroi</i>	207
1. L'attributaire	207
a) <i>Un examen des ressources</i>	207
b) <i>Un lien avec le demandeur</i>	208
c) <i>Une condition de résidence</i>	208

d) <i>Des dispenses</i>	208
e) <i>Une condition de nationalité ou de régularité de séjour.</i>	209
2. L'allocataire	209
3. Le bénéficiaire	209

CHAPITRE 3
Séparation ou divorce
dans les différents régimes 210

SECTION 1

Le régime des travailleurs salariés	210
A. <i>L'attributaire</i>	210
B. <i>Qui devient l'allocataire ?</i>	212
1. Lorsque l'enfant est mineur	212
2. Lorsque l'enfant est majeur	213

SECTION 2

Le régime des travailleurs indépendants	214
---	-----

SECTION 3

Les prestations familiales garanties	214
--	-----

SECTION 4

Le contentieux	215
----------------------	-----

CHAPITRE 4
Catégorie spéciale :
époux ou épouse abandonné(e) 218

CHAPITRE 5
Le montant des allocations familiales. 219

SECTION 1

Allocations ordinaires – Taux – Rang – Âge	219
A. <i>Le rang</i>	219
B. <i>Suppléments en fonction de l'âge</i>	221

SECTION 2

Des allocations majorées	222
--------------------------------	-----

CHAPITRE 6
Conclusions 224

7

Questions pratiques sur les droits à la sécurité sociale en cas de séparation et de recomposition familiales

Jean-François FUNCK
*juge au tribunal du travail de Nivelles,
maître de conférences à l'U.Lg.*

SECTION 1

Séparation : droits du conjoint ou du partenaire sans revenus	226
A. <i>Allocations de chômage</i>	226
1. Perception d'allocations de chômage dans le passé	227
2. Activité salariée dans le passé	228
B. <i>Revenu d'intégration</i>	229
C. <i>Soins de santé</i>	230

SECTION 2

Séparation et recomposition familiale : effets sur les droits des enfants	232
A. <i>Allocations familiales</i>	232
B. <i>Soins de santé</i>	232

SECTION 3

Parent seul avec charge d'enfants et obligation de rechercher du travail	234
A. <i>Chômage</i>	234
B. <i>Revenu d'intégration</i>	236

SECTION 4

Séparation et recomposition familiale : effets sur le montant des allocations sociales	237
A. <i>Un concept central : la cohabitation</i>	237
1. Notion	237
2. Preuve	240
B. <i>Le bénéficiaire vit seul</i>	241
1. Chômage	241
2. Assurance indemnités (incapacité de travail)	242
3. Pension de retraite	242
4. Allocations pour personnes handicapées	243

5. Revenu d'intégration	243
6. Garantie de revenus aux personnes âgées	244
C. <i>Le bénéficiaire vit uniquement avec des enfants</i>	244
1. Chômage	244
2. Assurance indemnités	244
3. Allocations pour personnes handicapées	245
4. Revenu d'intégration	245
D. <i>Le bénéficiaire se remet en ménage</i>	245
1. Chômage	246
2. Assurance indemnités (incapacité de travail)	247
3. Allocations pour personnes handicapées	248
4. Revenu d'intégration	249
SECTION 5	
Revenus futurs : pensions de retraite	249
A. <i>Secteur privé</i>	250
B. <i>Secteur public</i>	252